|  |  |
| --- | --- |
| E/ECE/324/Rev.1/Add.16/Rev.5/Amend.3−E/ECE/TRANS/505/Rev.1/Add.16/Rev.5/Amend.3 | |
|  | 24 juin 2019 |

Accord

Concernant l’adoption de Règlements techniques harmonisés de l’ONU applicables aux véhicules à roues et aux équipements et pièces susceptibles d’être montés ou utilisés sur les véhicules à roues   
et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces Règlements[[1]](#footnote-2)\*

(Révision 3, comprenant les amendements entrés en vigueur le 14 septembre 2017)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Additif 16 : Règlement ONU no 17

Révision 5 − Amendement 3

Série 09 d’amendements − Date d’entrée en vigueur : 28 mai 2019

Prescriptions uniformes relatives à l’homologation des véhicules   
en ce qui concerne les sièges, leur ancrage et les appuie-tête

Le présent document est communiqué uniquement à titre d’information. Le texte authentique, juridiquement contraignant, est celui du document ECE/TRANS/WP.29/2018/142.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_



**Nations Unies**

*Paragraphe 4.2*,lire :

« 4.2 Chaque homologation comporte l’attribution d’un numéro d’homologation dont les deux premiers chiffres (actuellement 09 correspondant à la série 09 d’amendements)… ».

*Paragraphes 5.16.1 et 5.16.2*,lire :

« 5.16.1 Dossiers de siège

Les dossiers de siège et/ou appuie-tête situés de façon à constituer la limite avant du compartiment à bagages, tous les sièges étant en place et dans leur position d’utilisation normale selon les indications du constructeur, doivent être suffisamment résistants pour protéger les occupants contre les déplacements de bagages en cas de choc frontal. Cette condition est considérée comme remplie si, pendant et après l’exécution de l’essai décrit à l’annexe 9, les dossiers de siège restent dans leur position et les mécanismes de verrouillage sont toujours en place. La déformation des dossiers de siège et de leurs fixations pendant l’essai est toutefois autorisée à condition que le profil avant des parties du dossier de siège et/ou des appuie-tête à l’essai, dont la dureté est supérieure à 50 Shore A, ne s’avance pas au-delà d’un plan vertical transversal passant par :

a) Un point situé 150 mm devant le point R du siège en question, pour les parties de l’appuie-tête ;

b) Un point situé 100 mm devant le point R du siège en question, pour les parties du dossier du siège ;

à l’exclusion des phases de rebond des masses d’essai.

Pour les appuie-tête intégrés, la limite entre l’appuie-tête et le dossier de siège est définie par le plan perpendiculaire à la ligne de référence à 540 mm du point R.

Toutes les mesures doivent être effectuées dans le plan longitudinal médian du siège correspondant ou de la place assise pour chacune de celles qui constituent la limite avant du compartiment à bagages.

Au cours de l’essai décrit dans l’annexe 9, les masses d’essai doivent rester derrière le ou les dossiers de siège en question. En cas de dommages causés à un rétracteur de ceinture de sécurité, il faut s’assurer que l’essai a entraîné le verrouillage du rétracteur ou que celui-ci peut être verrouillé par une traction manuelle de la sangle.

5.16.2 Systèmes de cloisonnement

À la demande du constructeur, l’essai décrit à l’annexe 9 peut être exécuté avec les systèmes de cloisonnement en place si ces systèmes sont montés en série dans le type de véhicule en question.

Les systèmes de cloisonnement, filets ou grillages, situés au-dessus des dossiers de siège dans leur position d’utilisation normale, doivent être essayés conformément au paragraphe 2.2 de l’annexe 9.

Cette condition est considérée comme remplie si, au cours de l’essai, les systèmes de cloisonnement restent dans leur position. La déformation des systèmes de cloisonnement au cours de l’essai est toutefois autorisée à condition que le profil avant des systèmes de cloisonnement (y compris les parties du ou des dossiers de siège et/ou du ou des appuie-tête à l’essai dont la dureté est supérieure à 50 Shore A) ne s’avance pas au-delà d’un plan vertical transversal passant par :

a) Un point situé 150 mm devant le point R du siège en question, pour les parties de l’appuie-tête ;

b) Un point situé 100 mm devant le point R du siège en question, pour les parties du dossier de siège et la partie du système de cloisonnement autres que l’appuie-tête.

S’agissant de l’appuie-tête intégré, la limite entre l’appuie-tête et le dossier de siège est celle définie au paragraphe 5.16.1.

Toutes les mesures doivent être effectuées dans le plan longitudinal médian du siège correspondant ou de la place assise pour chacune de celles qui constituent la limite avant du compartiment à bagages.

Après l’essai, il ne doit y avoir aucun angle aigu ou rugueux susceptible d’accroître le danger ou la gravité des blessures des occupants. En cas de dommages causés à un rétracteur de ceinture de sécurité, il faut s’assurer que celui-ci est déjà verrouillé ou qu’il peut l’être par une traction manuelle de la sangle. ».

*Paragraphe 7*, lire :

« 7. Conformité de la production

Les procédures de contrôle de la conformité de la production doivent suivre celles qui sont énoncées dans l’Accord (E/ECE/TRANS/505/Rev.3, annexe 1) et respecter les prescriptions suivantes : ».

*Ajouter les nouveaux paragraphes 13.12 à 13.12.5*, libellés comme suit :

« 13.12 À compter de la date officielle d’entrée en vigueur de la série 09 d’amendements, aucune Partie contractante appliquant le présent Règlement ne pourra refuser d’accorder ou d’accepter une homologation de type en vertu du Règlement tel que modifié par la série 09 d’amendements.

13.12.1 À compter du 1er septembre 2020, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement ne seront plus tenues d’accepter les homologations de type délivrées au titre des précédentes séries d’amendements le 1er septembre 2020 ou ultérieurement.

13.12.2 Jusqu’au 1er septembre 2022, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement accepteront les homologations de type délivrées au titre des précédentes séries d’amendements avant le 1er septembre 2020.

13.12.3 À compter du 1er septembre 2022, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement ne seront plus tenues d’accepter les homologations de type délivrées au titre des précédentes séries d’amendements audit Règlement.

13.12.4 Nonobstant le paragraphe 13.12.3, les Parties contractantes appliquant le présent Règlement continueront d’accepter les homologations de type accordées au titre des précédentes séries d’amendements audit Règlement pour les véhicules qui ne sont pas concernés par les modifications apportées par la série 09 d’amendements.

13.12.5 Les Parties contractantes qui appliquent le présent Règlement ne doivent pas refuser de délivrer des homologations de type au titre de l’une quelconque des précédentes séries d’amendements audit Règlement, ou d’accorder des extensions pour les homologations en question. ».

*Annexe 2*, lire :

« Modèle A

…



a = 8 mm min.

La marque d’homologation ci-dessus … sous le numéro d’homologation 092439. Les deux premiers chiffres du numéro d’homologation signifient que le Règlement comprenait déjà la série 09 d’amendements…

Modèle B

…



a = 8 mm min.

La marque d’homologation ci-dessus … sous le numéro d’homologation 092439. Les deux premiers chiffres du numéro d’homologation signifient que le Règlement comprenait déjà la série 09 d’amendements lorsque l’homologation a été délivrée.

Modèle C

…



a = 8 mm min.

…

Les numéros d’homologation indiquent que … comprenait la série 09 d’amendements alors que le Règlement ONU no 33 était encore sous sa forme originale. …

Modèle D

…



a = 8 mm min.

La marque d’homologation ci-dessus … comprenait la série 09 d’amendements, alors que le Règlement ONU no 33 était encore sous sa forme originale. ».

*Annexe 9, ajouter un nouveau paragraphe 2.1.1.7*, libellé comme suit :

« 2.1.1.7 Toutes les places assises de la rangée de sièges soumise à l’essai doivent être équipées de tous les éléments de leurs ceintures de sécurité assurant la fonction de retenue qui font partie du dossier. ».

1. \* Anciens titres de l’Accord :

   Accord concernant l’adoption de conditions uniformes d’homologation et la reconnaissance réciproque de l’homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, en date, à Genève, du 20 mars 1958 (version originale) ;

   Accord concernant l’adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d’être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions, en date, à Genève, du 5 octobre 1995 (Révision 2). [↑](#footnote-ref-2)